

perspective of 'consumption history', currently a growth area in Western European and American historiography. Drawing on the extensive empirical work of historians of dress such as Alexandru Alexianu and, more recently, Adrian-Silvan Ionescu, as well as on contemporary travelers' accounts, she describes the sartorial shift from Oriental to 'European' dress that elite women effected and the impact it had on a sense of national identity which started to redefine itself increasingly in opposition to the Ottoman suzerain and closer to Western cultural and political models. It would be interesting to find out if further comparative research might reveal in the future Balkan and East-European areas where, conversely, in the eighteenth and nineteenth centuries, men – rather than women, who are usually more conservative - were the agents of modernization in consumption patterns and fashion.

The volume includes four inter-related articles based largely on Ottoman sources. Sophia Laiou speculates in why Christian women on the Greek islands would often prefer going to *kadis* rather than to the Christian church tribunals, Kerima Filan's topic is women as founders of public endowments in Bosnia, Svetlana Ivanova highlights the matrimonial difficulties of women in eastern Rumeli, and Selma Zečević analyzes the differences between the *Hanefi* and other traditions of Muslim jurisprudence via the rulings of a Bosnian jurist in cases of abandoned wives. Kerima Filan's study is particularly remarkable for her comprehensive use of primary sources until now little known outside Bosnia.

*Women in the Ottoman Balkans* should be greeted as one of the few book-length contributions in English to a little-explored and complex topic. One could start nit-picking and deplore absences, geographical selectiveness or other inherent weaknesses of multi-authored, multi-disciplinary volumes, but it has to be saluted as an early and valuable contribution to the history of women in the Balkans and Eastern Europe. Moreover, it highlights the roles, status, work and destinies of these women with a conceptual arsenal that comprehensively takes into account categories such as class, culture, religion, ethnicity and nationhood.

Lia Brad-Chisacof

OLIVER JENS SCHMITT, *Levantiner. Lebenswelten und Identitäten einer ethnokonfessionellen Gruppe im osmanischen Reich im "langen 19. Jahrhundert"*, R.Oldenbourg Verlag, München, 2005, 516 p.

L'auteur, auquel on doit déjà un très important ouvrage d'érudition, paru en 2001 dans cette même collection des « Südosteuropäische Arbeiten » (*Das venezianische Albanien, 1392–1479*), se pose la question de savoir si les Levantins peuvent être considérés comme une nation. Le sujet qu'il a affronté avait longtemps attendu que des fouilles systématiques dans les archives et dans des récits de voyageurs occidentaux le ramenassent à l'attention des historiens. Parfois, des antiquaires ou des mémorialistes avaient signalé son intérêt<sup>1</sup>; seul jusqu'à présent, M. Livio Missir de Lusignan, avec une passion ardente et une brillante faconde, s'est consacré à l'étude des Levantins. Des contributions précieuses à la prosopographie des familles de drogmans sont dues à Marie de Testa, Antoine Gautier et M.D.Sturdza. J'avais jadis évoqué « les nations sans Etat » dans le Sud-Est de l'Europe, mais en insistant surtout sur les diasporas (RESEE, XVII, 4, 1979, pp. 757–762). Les Levantins, dans Galata-Pera et à Smyrne, ont formé, à la suite de la conquête ottomane, un groupe confessionnel (catholique), ayant comme source les colonies génoise, vénitienne et, plus tard, française. Ensuite, ils ont été adoptés par la « nation de France ».

L'introduction du livre, destinée à expliquer sa conception et sa méthode, manifeste un scepticisme justifié à l'égard de « gourous » comme Huntington et Toynbee. Une bibliographie qu'on ne peut parcourir sans envie recueille presque tous les récits de voyage dans l'Empire ottoman du

<sup>1</sup> Voir par exemple le livre du colonel B. Bareilles, *Constantinople, ses cités franques et levantines*, Paris, 1918.

XIX<sup>e</sup> siècle. Les archives ont été passées au peigne fin – j'ai pu m'en rendre compte pour les registres de Santa Maria Draperis.

Les pages qui essaient de définir les Levantins sont d'une minutie extrême. Sous le titre « La naissance d'un cliché », il est question de l'attitude méprisante prise par tous les observateurs étrangers, chaque fois qu'ils parlent des Levantins. Combien étaient-ils, au juste, ces Créoles d'Orient ? La population de Smyrne, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, a augmenté de cent mille au double, tandis que, dans la capitale de l'Empire, vers 1800, il y avait plus de 400 000 habitants et au début de la première guerre mondiale leur nombre a atteint un million et demi. En ce qui concerne les Levantins, les statistiques ne sauraient avancer un chiffre aussi précis. Autour de 1780, à Pera, on compte soixante familles, la plupart d'origine italienne ou grecque (quatre ou cinq de souche française et un seul nom allemand, celui des banquiers Hubsch, ayant comme descendant un musicien qui fut, en 1881, l'auteur de l'hymne royal en Roumanie)<sup>2</sup>. En 1723, la « nation » comprenait 343 personnes, dont un tiers étaient des femmes et des enfants, et 82 étaient au service de l'ambassade de France. La protection de la bannière fleurdelysée s'étendait également sur les calvinistes genevois établis à Constantinople, parmi lesquels une quinzaine d'horlogers (le père de Jean-Jacques Rousseau étant l'un d'eux, sans doute). Parmi les « Ottomans catholiques » de Smyrne on trouve les Ballardur, partagés entre la protection autrichienne et celle de Suède (cette vieille famille arménienne allait donner, deux siècles plus tard, un premier ministre à la France). Autre rencontre des documents avec notre mémoire : en 1806, le consul envoyé par Talleyrand à Smyne était Choderlos de Laclos, l'auteur des *Liaisons dangereuses*. Les troubles provoqués en 1793 par les agents de la Révolution furent l'occasion pour la communauté de Pera de proclamer sa fidélité au sultan et à la couronne de France. Est-ce que, vraiment, la capitulation de 1453 est « un mythe fondateur » ? Sur le conflit entre royalistes et républicains, suscité par la mort de Louis XVI et de Marie-Antoinette, on peut voir la correspondance de Montal aux archives de la Drôme (un travail où j'ai employé les papiers de ce personnage sera bientôt prêt). Les événements survenus plus tard au premier plan de la scène politique, la chute de Napoléon et le partage de son héritage par la diplomatie de la Sainte Alliance, ont eu leur écho à Constantinople. Un chapitre bourré de renseignements examine la situation des Levantins en tant que porteurs de l'influence européenne dans l'Empire ottoman. Cette fois, l'auteur cite des chiffres vraisemblables : entre 2000 et 3000 dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; pour la seconde moitié, le compte des Levantins, mêlés aux catholiques et aux Européens, est moins sûr, mais le plus proche de la vérité doit être le calcul de la Propaganda Fide qui estimait « les Gréco-Latins » de Galata-Pera à dix mille (pp. 186–187). Pour Smyrne, à la même époque, 20 ou 25 000, tout au plus. Un missionnaire catholique remarquait justement que leur nombre croît ou décroît selon le progrès ou la décadence du commerce. Une autre difficulté qui empêche de juger ces chiffres c'est que des Grecs se déclaraient sujets d'Autriche ou de Sardaigne, pour des raisons économiques ou juridiques, de sorte qu'ils sont confondus avec les Occidentaux résidents dans les grands ports ottomans. Les recherches de l'auteur, en prenant comme base les registres matrimoniaux du couvent dominicain de Galata, aboutissent à la conclusion qu'une moitié des Levantins se retranchent dans l'endogamie, tandis que les femmes, dans une proportion un peu supérieure à quarante pour cent, épousent des Européens.

Une page après l'autre, on voit se dérouler la vie sociale de la bourgeoisie de Pera et de Smyrne. D'ailleurs, il faut ajouter que les Levantins n'étaient pas seulement des banquiers, des marchands ou des industriels, mais aussi de simples artisans. L'auteur prête attention également à la vie religieuse de ces catholiques d'outremer. Cependant, à côté de leur relation avec l'Eglise, il y a la franc-maçonnerie, éveillée par le Risorgimento italien. C'est une radiographie qu'on nous offre, à tel point que l'auteur a utilisé même des rapports de police ou les racontars des voisins au guet derrière les jalousies de leurs fenêtres. Ce qui a porté le coup final à l'existence ambiguë des Levantins c'est, en 1914, la suppression du système des Capitulations, lequel avait assuré des privilèges pour les sujets étrangers et pour ceux qui bénéficiaient de la protection d'un Etat étranger. Ainsi, la nationalisation

<sup>2</sup> A ajouter les Russo, de Pera, et les Camariano, insulaires, qu'on retrouve en Roumanie, ainsi que les familles suivantes : Gallizzi, Pancalo, Privileggio (ceux-ci étant originaires de Syra), Scanavi, Notara etc.

de l'Empire ottoman a eu raison de la résistance que cette population opposait à la construction des identités par l'Etat.

Du point de vue de la communication interculturelle, le cas des Levantins est très intéressant. Leur langue commune était un grec démotique, enrichi par le contact quotidien avec le turc, l'italien (dialectes vénitien et ragusain) et même un français qui conserve des éléments archaïques. Toutefois, il n'y a pas eu de littérature écrite dans cet idiome, resté proche de la langue parlée dans les rues. D'ailleurs, selon un voyageur qui connut Constantinople en 1828, les habitants de Pera n'avaient pas l'habitude de lire<sup>3</sup>. En fin de compte, en fermant le livre, on se dit que les Levantins sont une nation manquée, une société à laquelle l'Histoire a refusé le développement qui a donné naissance, dans les dernières années du XX<sup>e</sup> siècle, aux plus récents États du Sud-Est européen.

Andrei Pippidi

DANIEL CAIN, *Un trimis al Majestății Sale: Nicolae Mișu*, Bucarest, Éditions Anima, 2007, 191 p.

L'auteur de ce livre est le jeune historien Daniel Cain. Après ses études en histoire à l'Université „Kliment Ohridski” de Sofia, il se fait remarquer d'abord par quelques traductions de la langue bulgare, entre autres des mémoires des diplomates en mission à Bucarest comme Hristofor Hesapčiev ou Petar Nejkov, et ensuite, comme membre de l'Institut d'Études Sud-Est Européennes de l'Académie Roumaine, par ses préoccupations liées à l'histoire de la diplomatie dans les Balkans depuis le Congrès de Berlin jusqu'à la première guerre mondiale, mettant l'accent sur les rapports entre Bucarest et Sofia. D'ailleurs, il va soutenir bientôt sa thèse de doctorat dont le sujet porte justement sur les «*Relations politiques et diplomatiques roumano-bulgares dans le contexte sud-est européen (1900–1912)*».

Ce premier livre original de notre jeune historien, consacré à l'illustre diplomate et ministre de la Cour Royale Nicolae Mișu (1858–1924), est un chapitre élargi de la thèse puisque son héros fut pendant huit ans (1900–1908) agent diplomatique et consul général à Sofia. C'est une des raisons de la présentation du livre à la dernière réunion de la Commission mixte roumano-bulgare d'histoire qui eut lieu à Bucarest en septembre 2007. Pas la seule, parce que ce travail scientifique a aussi d'autres vertus.

Tout d'abord, la valeur des sources inédites sur lesquelles focalise sa démarche; en dehors des pièces des archives de la famille de Nicolae et Hortensia Mișu-Masichievici, la fille et le gendre du diplomate – photos et documents publiés en annexe -, l'auteur a fouillé nombre d'autres fonds pour découvrir des détails intéressants concernant la vie publique et privée du représentant diplomatique de la Roumanie aussi à Vienne, Constantinople, Londres, ou comme membre de la délégation roumaine à la Conférence de paix de Paris (1919) et ministre de la Cour Royale jusqu'à sa fin. Il s'agit des Archives Diplomatiques du Ministère des Affaires Étrangères, des Archives Historiques Centrales, des Archives Nationales, du fonds Saint-Georges des Archives de la Bibliothèque Nationale, des documents conservés à la Section «Manuscrits» de la Bibliothèque de l'Académie.

En second lieu, l'emploi bien sage des mémoires publiés des contemporains roumains et bulgares et des contributions précédentes de l'historiographie roumaine concernant l'histoire de la diplomatie européenne dans la période analysée.

Et n'oublions pas, la structure équilibrée du livre qui commence avec une précieuse étude sur les «*Diplomates et la diplomatie roumaine en 1900*». La démarche scientifique convaincante et les arguments bien pesés permettent d'examiner à fond l'esprit général de l'époque

<sup>3</sup> Charles MacFarlane, *Constantinople in 1828 : a residence of sixteen months in the Turkish capital and provinces, with an account of the present state of the naval and military power, and of the resources of the Ottoman empire*, II, London, 1829, p. 59. Par contre, les Grecs lisent avec plaisir (*ibid.*, p. 281).